



28-05-2012

*Des dizaines de milliers d'emplois supprimés.
Les plans sociaux se multiplient
Hollande et les siens laissent filer*

Le chômage explose. Alors que le total des demandeurs d'emplois de toutes catégories dépasse les 5 millions, l'INSEE prévoit que d'ici l'été, les demandeurs d'emplois de la seule catégorie A (ceux qui n'ont occupé aucune activité) dépassera les 10,1 % soit plus de 3 millions.

*Arcelor Mittal à Florange : 5000 emplois menacés. A l'arrêt depuis des mois. Le PDG Mittal vient de réaffirmer que le groupe n'a pas besoin de Florange.

*Les pétroliers délocalisent le raffinage, les raffineries ferment les unes après les autres. Après Dunkerque, Pétroplus près de Rouen – 500 salariés est en arrêt, Lyon Bell à Berre- 353 emplois, la raffinerie est arrêtée depuis janvier.

*La filière Télécom annonce 10.000 destructions d'emplois chez Free - SFR – France Télécom.

*La grande distribution annonce plus de 12.000 suppressions d'emplois : Carrefour 500 – Auchan 1700...

* Air France – 5.000 suppressions d'emplois – Jet aviation supprime 300 emplois à l'aéroport de Bâle-Mulhouse – le transporteur routier Mory supprime 800 emplois – la SNCM (compagnie Maritime) – 800 emplois sur 2000. La Porte parole de la Fédération nationale des entreprises de transport estime que 10.000 emplois seront menacés d'ici 2015.

*Neo-sécurité, le N° 2 de la sécurité en France : 5000 suppressions d'emplois

*L'Usine Technicolor à Angers (production de décodeurs) délocalise la production. Le site est mis en vente, faute de repreneur il sera fermé. . Rio Tinto – 600 salariés- à St Jean de Maurienne est dans la même situation.

*Dans l'automobile : fermeture programmée de l'usine PSA d'Aulnay 3100 salariés. – à la Général Motors à Strasbourg 1000 emplois Chez Mia-électrique (Deux Sèvres) 250 emplois supprimés.

*Dans les banques : BNP-Paribas -373 emplois, chez SG-CIB 880 emplois en France, au Crédit agricole 550 – à sa filiale CACF 600, chez Cofinoga 433...

*Chez Pessalis (ex NMPP) 1000 emplois – chez Areva 5000 suppressions d'ici 2016 – – chez Chomorat, habillement dans l'Ardèche 182 emplois. Etc...

Que font F. Hollande et son gouvernement pour stopper cette nouvelle hémorragie d'emplois, avec toutes les conséquences sociales pour le peuple et pour l'économie de notre pays. Qu'attend Hollande qui clamait « le changement, c'est maintenant ». Qu'attend-il lui qui fait des discours sur la croissance nécessaire ?

Les plans sociaux étaient déjà en route ou annoncés avant l'élection. **Il a nommé un Ministre « du redressement industriel ». Son action ?**

A. Montebourg est allé chez « Fralib » où les salariés sont en lutte depuis 600 jours pour le maintien de l'activité de l'usine. Il nomme un médiateur. » Toutes les hypothèses seront examinées de manière complète »... Paroles... Paroles ...

Chez Lyon Bell la raffinerie de Berre, il a déclaré : « Nous avons 20% de chances de réussite mais qui ne tente rien n'a rien ». Il avait déjà déclaré le 20 mai au JDD « Nous connaissons certainement des échecs mais il faut tout tenter » (quelle combativité Mr le Ministre !)

Le Ministre délégué aux transports qui a rencontré le PDG d'Air France, a déclaré à l'issue de cet entretien « L'Etat n'est actionnaire qu'à 15%. Les discussions doivent être internes à l'entreprise, elles doivent être fournies, régulières et en confiance, avec des objectifs clairs». Quels objectifs ? Ceux de la direction de supprimer 5000 emplois ?

Autrement dit toutes ces grandes entreprises, ces multinationales peuvent continuer à dicter leur loi. Hollande ne change rien. Il continue comme son prédécesseur. A bien les servir.

Et pourtant, il pourrait stopper tout de suite cette politique. Les moyens d'une toute autre orientation existent.

Les grands groupes capitalistes accumulent des milliards de profits, y compris depuis la crise qui a éclaté en 2008. Ils suppriment massivement des emplois, délocalisent ; ils stoppent les investissements, ils spéculent, font des fusions, des acquisitions dans le monde pour dominer les marchés. Des centaines de milliards de cadeaux fiscaux et d'exonérations sociales pris sur le budget de l'Etat leur sont offerts chaque année.

Pour stopper tout ça, il faut s'attaquer aux profits et aux pouvoirs des multinationales, cesser d'utiliser les fonds publics pour leurs profits.

Il faut augmenter le SMIC (à 1.800 euros net mensuels), les salaires et les retraites pour relancer la consommation.

Il faut cesser de livrer les entreprises publiques à la concurrence capitaliste, stopper les privatisations en cours – EDF –la SNCF- renationaliser les secteurs clés de l'économie (les grandes industries, les banques, les assurances, les transports, l'énergie).

Il faut utiliser le budget de l'Etat et les profits fabuleux pour relancer les investissements utiles, la recherche, l'enseignement et la formation.

C'est ainsi seulement que pourra repartir à nouveau la croissance de notre pays.

C'est ce que se refuse à faire Hollande avec son gouvernement. Pour une raison évidente, il est au service du capital en France comme en Europe.

Son Ministre du « redressement productif » ? « A. Montebourg va faire la tournée des grandes entreprises. Objectif : lancer une grande mobilisation autour du maintien de l'emploi industriel » Et dans le JDD du 20 mai, en réponse à la question « de quels moyens disposez-vous ? Il répond : « Il s'agit d'utiliser toutes les ressources de l'audace et du réalisme. Je lancerai dans quelques semaines un appel à tous les Français de bonne volonté pour qu'ils apportent leurs idées ».

« Je suis-dit-il plaisamment - Colbertiste – au sens où Colbert, Ministre de Louis XIV, avec des moyens publics soutenait le secteur privé dans le but exclusif de le faire croître et embellir. Nous avons besoins d'entrepreneurs pour assurer la prospérité du pays ». C'est exactement ce que disaient hier encore, les ministres de Sarkozy.

Avec ça, les multinationales peuvent dormir tranquilles, il ne faut pas compter sur Hollande et ses Ministres pour stopper les coups du capital contre le peuple.

Pour faire reculer le capital, rien ne remplacera les luttes que les salariés, que tout le peuple mènera ensemble sans relâche. Toute l'histoire de notre pays le montre.

Pour mener cette lutte vous pouvez compter sur notre parti

« Communistes » et sur nos candidats aux élections législatives.

www.sitecommunistes.org